

# L'Autre Forum

LE JOURNAL DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES  
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
VOLUME 12, NUMÉRO 1, DÉCEMBRE 2007

Michel Seymour  
Robert Lacroix  
Peter Dietsch  
Bertrand Monthebert  
Normand Mousseau  
Michel Umbriaco  
Martin Maltais  
Mario Lavoie  
Christian Rouillard  
Othmar Keel  
Marianne Kempeneers



## L'Argent et l'Université

## Chroniques

Page éditoriale	3
Nouvelles de l'Assemblée	38
Bloc-notes de Stéphane Molotchnikoff	37
SGPUM Info	40

## Dossier

### L'Argent et l'Université 4

D'où viennent les sous? Où est passé l'argent? <i>Michel Seymour</i>	4
Le drame du sous-financement universitaire <i>Robert Lacroix</i>	10
Étudier aujourd'hui, payer demain? <i>Peter Dietsch</i>	13
L'argent et le pilotage de la recherche en France <i>Bertrand Monthubert</i>	16
Un financement schizophrène des universités <i>Normand Mousseau</i>	19
Le financement des universités québécoises et la question de leur gouvernance <i>Michel Umbriaco, Martin Maltais et Mario Lavoie</i>	21
Les réformes administratives et la dérive managérielle de l'État québécois: éléments de critique des partenariats public-privé <i>Christian Rouillard</i>	25
La fiction de l'université-entreprise <i>Othmar Keel et Marianne Kempeneers</i>	29

### Comité de rédaction

*Chantal Caux  
Claude Marois  
Stéphane Molotchnikoff  
Christian Nadeau  
Samir Saul*

### Collaboration

*Louis Dumont  
Stéphane Molotchnikoff  
Denis Monière  
Samir Saul*

### Édition et production

#### Rédaction

*Suzanne Grenier  
(Intersigne)*

### Conception graphique

*Diane Héroux*

### Illustration

#### de la couverture

*Normand Cousineau*

### Impression

*Produlith inc.*

L'Autre Forum est un journal d'information et de débats financé par le SGPUM. Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans leurs articles ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles du SGPUM et n'engagent pas le syndicat.

### SGPUM

**C.P. 6128  
Succursale Centre-ville  
Montréal (Québec) H3C 3J7  
Tél. : (514) 343-6636  
sgpum@ere.umontreal.ca  
www.sgpum.umontreal.ca**



# Un financement schizophrène des universités



Écartelées entre un ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et un ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, les universités québécoises peuvent-elles conserver une identité forte et se développer sainement ?

## **Normand Mousseau**

Professeur agrégé  
Département de physique  
Université de Montréal

Il y a un an, le gouvernement de Jean Charest faisait connaître une politique ambitieuse de recherche et d'innovation, intitulée *Un Québec innovant et prospère*. Cette politique avance sur plusieurs fronts et est accompagnée d'un financement de plusieurs dizaines de millions de dollars (quelques centaines de millions de dollars si on inclut la contribution aux infrastructures) sur une base annuelle. Entre autres, elle augmente de manière considérable le financement des fonds québécois consacrés à la recherche et ajoute, sur quatre ans, 900 bourses d'études supérieures aux 2 200 déjà allouées, favorisant la formation locale de personnel hautement qualifié et s'assurant que le «financement de la recherche dans les universités et les centres de recherche [soit] concurrentiel».

La nouvelle stratégie de recherche et d'innovation place le Québec dans le peloton de tête des provinces canadiennes en matière de financement de la recherche et offre un levier qui facilite l'obtention de fonds fédéraux. On ne s'étonnera pas qu'elle ait été très bien accueillie par le monde universitaire, qui y a vu une bouffée d'air frais après les coupes importantes des premières années du gouvernement libéral, dont on connaît le tort qu'elles ont causé à la recherche québécoise. Tout n'est pas parfait, bien sûr. Le financement gouvernemental reste axé sur les applications rapides, ce qui laisse souvent sur la glace

les projets de recherche plus fondamentaux. De plus, à la fin septembre 2007, le cabinet du premier ministre a remplacé brutalement la directrice du Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies, qui connaissait de fond en comble le monde de la recherche en sciences pures et appliquées au Québec, par... un comptable. Malgré tout, la communauté reste, dans son ensemble, d'un optimisme prudent.

Presque simultanément avec l'annonce de la stratégie québécoise de l'innovation, éclatait au grand jour le désastre immobilier qui frappe l'UQAM. L'université, à la suite d'une série d'erreurs, de cachotteries et d'accords mal ficelés, se retrouve avec un manque à gagner de plusieurs centaines de millions de dollars. Mais l'UQAM n'est pas la seule à connaître les affres des déficits; ainsi, en 2007-2008, l'Université de Montréal affichera une quatrième année déficitaire consécutive. C'est d'ailleurs le lot de la plupart des universités québécoises, qui souffrent depuis longtemps déjà d'un sous-financement indéniable. Car, alors que la nouvelle politique du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation place les universités au centre du développement technologique et de l'industrie du savoir au Québec, et prévoit un financement grandissant pour les activités de recherche universitaires, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) affame les universités québécoises et

distribue des subsides insuffisants pour couvrir les dépenses de fonctionnement de ces institutions.

### **Des attentes discordantes**

Les universités de recherche doivent donc composer quotidiennement avec les exigences irréconciliables du gouvernement du Québec. Les chercheurs et les administrateurs veulent profiter des fonds de recherche importants provenant du provincial et du fédéral, ce qui met de la pression sur les universités afin qu'elles améliorent leurs infrastructures et embauchent des professeurs et du personnel de soutien. Or, ces dépenses ne sont pas comblées par les subventions du MELS. Ce dernier ne finance les universités qu'en fonction du nombre d'étudiants, selon une grille qui ignore les différences dans le fonctionnement des diverses universités, selon qu'elles sont des universités en région ou des universités de recherche, par exemple. Les dépenses découlant des activités de recherche ne

université se voient forcées de régresser, en se confinant à l'offre d'une formation minimale aux étudiants, en accord avec le financement offert par le ministère de l'Éducation. Peu importe l'approche retenue, c'est tout le système universitaire qui écope.

Le gouvernement du Québec doit se rendre compte que sa stratégie de la recherche et de l'innovation ne peut pas réussir dans un contexte où les universités sont prises à la gorge, incapables de maintenir leurs infrastructures et d'embaucher ou de retenir les spécialistes nécessaires à la formation d'une relève hautement qualifiée. Les universités peuvent certainement survivre un certain temps grâce aux acquis du début des années 2000, mais il est facile de perdre les atouts développés sur plusieurs années. Ainsi, une équipe de recherche assemblée avec soin peut disparaître du jour au lendemain lorsqu'une subvention n'est pas renouvelée ou que la chercheuse principale part sans être remplacée.

Michelle Courchesne, a passé les derniers mois à décider de la forme du bulletin utilisé au primaire. Pour elle, l'enseignement supérieur, qui touche relativement peu d'électeurs, semble n'être, au mieux, qu'un dossier parmi d'autres, dans un ministère dont l'essentiel des effectifs est assigné à l'éducation primaire et secondaire, sans compter les loisirs et le sport. En fait, l'enseignement supérieur est si peu important que cette responsabilité n'est même pas mentionnée dans le nom du ministère.

Un ministère dédié uniquement à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation permettrait de rapatrier toutes les fonctions du monde universitaire entre les mains d'un seul ministre, qui pourrait alors pousser tout le système dans la même direction. Le débat actuel, au sein du gouvernement, en ce qui concerne le soutien à la recherche disparaîtrait de lui-même, peut-on espérer. De même, on pourrait envisager enfin la possibilité de reconnaître que toutes les universités au Québec n'ont pas les mêmes fonctions et ne doivent donc pas être financées selon une seule et même grille.

Quelle que soit la solution retenue, le gouvernement doit assurer aux universités le financement nécessaire pour mener à bien toutes les tâches que, lui-même, il leur assigne. Par exemple, il est vain d'espérer un accroissement du nombre d'étudiants aux études supérieures si l'on n'est pas en mesure de leur offrir un laboratoire de recherche et des espaces de travail, ou d'assurer la présence d'un superviseur.

Le temps presse. Si rien n'est fait rapidement, tout le travail des dernières années risque de s'évaporer en fumée. C'est à chacun de nous de faire pression sur le gouvernement – et, tout particulièrement en l'absence d'une majorité parlementaire, sur les partis d'opposition – afin que cette situation se règle dans les plus brefs délais. Il en va de l'avenir de l'université et de notre société. **AF**

## **Un ministère dédié uniquement à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation permettrait de rapatrier toutes les fonctions du monde universitaire.**

sont pas non plus comblées par les subventions de recherche elles-mêmes: les frais indirects versés par les organismes subventionnaires sont très en-deçà des coûts réels, qu'on peut estimer, en se fondant sur les normes en vigueur aux États-Unis, à 40 % ou 50 % des frais directs de recherche.

Les administrations doivent donc tenter l'impossible. Pour ce faire, elles se retrouvent forcées de construire des stratégies complexes – et pas toujours bien figulés – afin de continuer leur développement et de remplir la mission qui leur est confiée par le ministère du Développement économique: se tailler une place à l'échelle mondiale. Faute de quoi, les

### **Vers une cohérence**

Il faut absolument mettre un terme à cette politique schizophrène du gouvernement du Québec, car elle nuit profondément aux universités et à notre société dans son ensemble. Plusieurs solutions peuvent apporter un répit. La plus logique serait certainement de ramener l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation à l'intérieur d'un seul ministère, qui pourrait alors développer une politique cohérente de financement des universités. Il s'agirait de prendre en compte aussi bien leur mission d'enseignement que de recherche et de formation de personnel hautement qualifié. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport,